

Grève générale... contre le capital !

Le 29 janvier est l'occasion de faire enfin entendre la voix du monde du travail dans un contexte de crise économique globale. Le capitalisme veut nous faire payer sa crise ? Il est grand temps de la lui faire payer ! Mais rien ne se fera sans s'attaquer à son principe même, la rémunération du capital au détriment de celle du travail.

Il est nécessaire de faire entendre la voix du monde du travail

Pour sauver leurs profits, spéculateurs, banquiers, actionnaires, patrons et États veulent faire payer la crise aux travailleuses, aux travailleurs, à la population. Pourtant ils sont responsables de cette situation. Et ils en profitent pour mener une nouvelle attaque contre les droits des salarié-e-s. Ainsi est orchestrée une campagne contre le droit de grève. La grève est légitime. Elle est notre arme face à l'arbitraire patronal et étatique. Montrons que les grèves, ça se voit !

Le capitalisme est illégitime

La crise que nous vivons n'est pas due uniquement à des « erreurs » financières. Elle résulte de l'ensemble des décisions prises par les capitalistes, délocalisation massives, appropriation par une infime minorité d'une part croissante des richesses créées, ... Ce n'est pas le capitalisme « financier » mais c'est le capitalisme tout court qui est responsable. La crise n'est pas une anomalie. Elle est une étape inéluctable du développement d'un système irresponsable.

Si nous ne voulons pas indéfiniment vivre cela, ne nous contentons pas de limiter aujourd'hui le prix à payer pour les travailleuses et les travail-

leurs. Préparons une alternative, défendons un projet de société solidaire. Organisons-nous sur nos lieux de travail et de vie. Renforçons à la base les syndicats, associations et collectifs de lutte. Aidons ces organisations à se coordonner localement, puis au niveau national. Mettons en débat la perspective d'une grève générale interprofessionnelle reconductible ! Seul le monde du travail produit des richesses. Seul lui est légitime pour les gérer.

Le rôle de l'État apparaît au grand jour

Bien loin de protéger « l'intérêt commun », l'Etat défend la propriété privée des grands capitalistes. Depuis trente ans, la mondialisation n'a été que rigueur pour les salarié-e-s et cadeaux aux entreprises : une vaste escroquerie pour engraisser le capital. Aujourd'hui, les spéculateurs s'affolent. L'État trouve immédiatement des centaines de milliards d'euros alors que les caisses étaient censées être vides. Privatiser les profits quand les bulles spéculatives gonflent, socialiser les pertes quand elles explosent : ce sont toujours les travailleuses, les travailleurs et la population qui trinquent !

Une boussole : des luttes portant un anticapitalisme décomplexé.

La solution d'un Etat sauveur est illusoire. Les « plans de sauvetage des banques » et autres « plans de relance » ne sont pas une solution pour nous. Nous devons remettre en cause la rémunération du capital en commençant par les entreprises qui font du profit. Les richesses ainsi récupérées doivent servir au financement des besoins sociaux.

-Hausse immédiate et massive des salaires, pensions et minima sociaux

-Protection sociale : retraites à 37,5 annuités pour tous ; mise en œuvre d'un droit au logement effectif par la réquisition des logements vides.

-Emploi : contre l'absolutisme patronal, c'est à celles et ceux qui produisent les richesses de décider de leur avenir. Droit de veto des travailleuses et travailleurs sur les licenciements collectifs, arrêt de toutes les suppressions de postes dans le secteur public, baisse massive du temps de travail à 32h sans perte de revenu ni flexibilité, avec embauches correspondantes



Le mensuel disponible en kiosque

- Je souhaite prendre contact avec Alternative libertaire.
 - Je souhaite adhérer à Alternative libertaire.
 - Je souhaite recevoir un exemplaire gratuit du mensuel AL
 - Je m'abonne à *Alternative libertaire* (20 euros pour un an, 15 euros pour lycéen-nes, étudiant-es, chômeuses/eurs et précaires, chèque à l'ordre d'Alternative libertaire).
- NOM..... PRÉNOM.....
TÉL. E-MAIL
ADRESSE.....

Alternative libertaire

BP 295

75921 Paris Cedex 19

contacts@alternativelibertaire.org

www.alternativelibertaire.org

27 janvier 2009